

<http://ugtg.org/spip.php?article1532>



Non répercussion des baisses des taux d'octroi de mer sur les prix : Quand l'Etat et le Conseil Régional se font B.E.O. ces des pwofitan

Date de mise en ligne : 02 juillet 2011

- Dossier spécial LKP - Expressions -

Copyright © UGTG.org - Tous droits réservés

Lors des négociations de 2009, la tactique des négociateurs du LKP était triple. Elle consistait :

- ▶ d'abord à obtenir une baisse sur les prix des 8 hyper et supermarchés ; c'était l'objet des négociations de mars-avril 2009.
- ▶ ensuite à faire baisser les prix des grossistes pour permettre aux petits commerçants de l'archipel guadeloupéen d'avoir des prix plus attractifs, à la fois pour leurs clients mais aussi pour leur permettre de résister face aux "gros de la grande distribution". Ce fut l'objet des négociations du mois de mai 2009.
- ▶ enfin, il était important de faire baisser l'octroi de mer qui, dans certains cas comme pour l'huile était un élément important de la cherté des produits. Depuis avril 2009, plusieurs taux étaient encore supérieurs à 10%. Nous considérons, et nous considérons toujours, que la fiscalité doit être nulle sur les produits de première nécessité (TVA à 0% et OM à 0%).

L'impôt indirect est en effet particulièrement injuste car il touche dans les mêmes proportions riches et pauvres. C'est dans cet état d'esprit que nous avons négocié avec la région, le 20 avril 2009, des baisses d'octroi de mer sur plusieurs centaines de produits.

Il était prévu à cet effet une troisième colonne dans les prix affichés à l'entrée des magasins pour indiquer les prix définitifs, après répercussions des baisses d'octroi de mer.

Début octobre 2009, la douane a appliqué les nouveaux taux pour les marchandises importées à la fois par les grossistes et par les grandes surfaces ; ce qui devait conduire à de nouvelles baisses. Ces baisses n'ont jamais été appliquées par les hypermarchés et très peu par les supermarchés.

Pourtant l'état s'était engagé à mettre en place un programme de contrôles. Hélas, rien n'a été fait ! Ni par l'état, ni par la région. On peut d'ailleurs s'étonner à cette occasion de la légèreté de l'exécutif régional dans la gestion de l'argent des contribuables guadeloupéens. Ne pas vérifier le bon usage d'une aide régionale destinée aux consommateurs correspond à une subvention déguisée faite aux ***pwofitan*** .

Etudes Ouvrières | Journal du BEO (Bureau d'Etudes Ouvrières) | N°1 - Juin 2011